



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 31 octobre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Partie nominative

**Ancienne décharge Eselacker
68260 Kingersheim**

Affaire suivie par : Veronique ANTONI
Téléphone : 03 88 13 06 27
Courriel : veronique.antonini@developpement-durable.gouv.fr
Références : 24-300_0006702691 VA/AR
P.J. : - annexes 1 à 4

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19 juin 2024 du site de l'Ancienne décharge Eselacker implanté à Kingersheim (68260). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Véronique ANTONI, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État,
- Ophélie JAMAIN, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Thérèse MACEL, Mission Environnement Industriel à la M2A, Ingénieur en Environnement,
- Mr LUCKERT, représentant de propriétaire,
- Mr ABLAK, représentant de propriétaire ART BATI 68,
- Mr DANISAN, propriétaire des parcelles ART BATI 68.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État : Véronique ANTONI	La coordinatrice de la mission reconquête des territoires dégradés : Ophélie JAMAIN	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 19 juin 2024 du site de l' Ancienne décharge Eselacker implanté à Kingersheim (68260), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une action corrective dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous, il est nécessaire de :

- justifier de la compatibilité des zones non récolées avec leurs usages,
- transmettre un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique à jour,
- transmettre les résultats de surveillance de la qualité des eaux souterraines au titre de la réglementation des Installations classées.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

• **Mémoire de réhabilitation** - Référence réglementaire : APC n°20103494 du 15 décembre 2010, article 2.1 – Objectifs du plan de gestion, APC du 22 décembre 2016, article 5 – Rapport de fin de travaux

• **Surveillance qualité des eaux souterraines** - Référence réglementaire : APC du 29/05/2015, article Article 5, 6, 8 et 9

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 31 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ancienne décharge Eselacker

68260 Kingersheim

Références : 24-300_0006702691 VA/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 juin 2024 du site de l' Ancienne décharge Eselacker implanté à Kingersheim (68260). L'inspection a été annoncée le 21 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ancienne décharge Eselacker
- 68260 Kingersheim
- Code AIOT : 0006702691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ville de Mulhouse a été autorisée à exploiter une décharge d'ordures ménagères sur le site de l'Eselacker par arrêté préfectoral du 22 septembre 1959. Ce site de 22 hectares se situe sur le territoire de la commune de Kingersheim. La décharge a été exploitée entre 1959 et 1969 pour combler une ancienne gravière avec des déchets. Le dépôt d'ordures ménagères a été mélangé à des déchets industriels et hospitaliers. Les dépôts s'étendent sur 8 000 m² au total et correspondent pour deux tiers à des ordures ménagères et un tiers à des gravats localisés au droit de l'étang Michel. Le massif de déchets de 6 m à 8 m d'épaisseur est saturé en eau vers environ 5 m de profondeur par rapport au terrain naturel. Le massif de déchets de la décharge a donné lieu à une contamination de puits privés, des gaz dans les sols et des déchets d'origine industrielle sur le site et sur les parcelles voisines, des tassements de terrain, une pollution des eaux souterraines (pesticides, hydrocarbures, composés organochlorés) sortant de l'emprise du site. Du lindane pur a également été retrouvé.

L'arrêté municipal de la commune de Kingersheim du 24 novembre 2006 interdit l'usage de l'eau de la nappe phréatique pour la consommation humaine dans une zone dont le périmètre s'étend jusqu'à 2,5 km en aval du site. L'arrêté préfectoral du 17 juin 2013 a prescrit à la ville de Mulhouse l'établissement d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) du site complémentaire au plan de gestion remis le 26 octobre 2012. L'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 prescrit le traitement et la surveillance de la qualité des eaux souterraines via la mise en service d'une barrière hydraulique. Il prévoit également une éventuelle évolution ultérieure de son dimensionnement et du suivi de l'efficacité du traitement selon une liste de paramètres à analyser et la fréquence des campagnes de prélèvement. Cet arrêté préfectoral de 2015 acte également l'usage futur retenu pour le site, soit un usage industriel. L'arrêté préfectoral du 22 décembre 2016 encadre les travaux de dépollution et demande la remise d'un rapport de fin de travaux comprenant notamment une analyse des risques résiduels dans un délai de 4 mois après la fin des remblaiements. Les travaux de dépollution se sont déroulés de 2017 à 2018.

Le site se découpe en quatre zones distinctes (voir plans en annexes 1 à 4), selon le zonage du plan local d'urbanisme en vigueur depuis le 28 mars 2022, les usages et les pollutions observées :

- zone 1 : emprise de la ferme photovoltaïque sur environ 7,45 hectares dont les parcelles au centre du site de l'Eselacker s'étendent du nord le long de la rue de Richwiller (précédemment classe UE3 - usage tertiaire, reclassé en UE6 en 2022), au centre (classe Nd et UE3), jusqu'au sud le long de la rue de Pfastatt (classe UE4 - usage industriel) ;
- zone 2 : parcelles situées au nord le long de la rue de Richwiller : Pillon au nord-ouest du site (classe UE6 précédemment UE4 et UE3) et Loxam et Stone Factory au nord-est (classe UE5) ;
- zone 3 : parcelles Art Bati 68, ex-Gival et Michel SAS au sud-est du site, le long de la rue de Pfastatt (classe UE3) ;
- zone 4 : étang Michel au sud-est (classe N - zone naturelle).

La zone 1 a fait l'objet de deux procès-verbaux de récolement partiel distincts établis par l'inspection des installations classées. Le premier en date du 23 décembre 2020 concerne la partie centrale de la ferme photovoltaïque (classe Nd). Le deuxième en date du 30 juin 2021 porte sur les parties nord (usage tertiaire de type bureaux/artisanat/industrie/entrepôt en UE3, reclassé UE6 en 2022 et sud usage industriel en UE4) de la ferme photovoltaïque. Les deux PV de récolement ont conclu à une compatibilité avec un usage tertiaire pour UE3 (désormais UE6) et un usage industriel pour UE4.

En revanche, les zones 2, 3 et 4 n'ont pas été récolées. Aussi la visite de l'inspection des installations classées du 19 juin 2024 avait pour objectif de finaliser la procédure de cessation d'activité (R.512-39-1 à 3 du code de l'environnement) engagée par Mulhouse Alsace Agglomération (M2A).

Par ailleurs, l'inspection souhaitait échanger sur le dossier de servitudes d'utilité publique (SUP) déposé par M2A pour le site de l'Eselacker à Kingersheim (rapport n°Artelia/8 51 3572-SUP/juillet 2019 - *Suivi des travaux de confinement de la surface et de réalisation de la barrière hydraulique définitive - ancienne décharge de l'Eselacker à Kingersheim (68)* »).

En effet, si le site a été partiellement récolé en 2020 et 2021, un récolement de l'ensemble du site constitue un pré-requis à l'établissement de SUP sur le site de l'Eselacker. En outre, la dernière procédure du plan local d'urbanisme de la commune de Kingersheim a été approuvée le 28 mars 2023 et modifie ainsi le zonage concerné par les propositions de SUP établies par M2A.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique hors fiches de constats

L'inspection propose de ne pas répondre favorablement à la demande de l'exploitant concernant la mise en place de SUP à ce stade, en l'absence des éléments suivants :

- preuve de la compatibilité des usages sur les parcelles non récolées (cf annexe et constat n°3) pour lesquelles des risques inacceptables ont été mis en évidence ;
- mise à jour du rapport visant à proposer les servitudes d'utilité publiques – SUP (rapport REF : 8 51 3572- SUP de juillet 2019) incluant l'ensemble des parcelles anciennement exploitées du site Eselacker.

Début juillet 2024, l'Agence régionale de santé a averti l'inspection que des activités assimilables à celles d'un établissement recevant du public ont lieu dans les locaux Ex-EUROVIA sis au Sud-Est de l'ancienne décharge de l'Eselacker. Ces anciens bureaux situés en zone UE3 du plan local d'urbanisme abritent une association organisant diverses activités (goûters d'anniversaires, fêtes et repas, activités ludiques ou sportives) non compatibles avec l'usage industriel du site Eselacker. La mise en place des servitudes d'utilité publique s'avère donc prégnante.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats établis lors de la visite d'inspection du 19 juin 2024 et l'analyse des rapports portés à la

connaissance de l'inspection des installations classées a permis dans un premier temps de s'assurer que l'emprise totale du site de l'ancienne décharge de l'Eselacker pouvait faire l'objet d'un procès verbal de récolement.

Le procès-verbal de constat de réalisation des travaux sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction n'a pas pu être établi pour la totalité de l'emprise du site de l'Eselacker - au sens de l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement.

Une modification de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 29 mai 2015 va également être proposée de manière à mettre à jour le réseau de suivi de la qualité des eaux souterraines.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mémoire de réhabilitation	APC n°20103494 du 15 décembre 2010, article 2.1 – Objectifs du plan de gestion APC du 22 décembre 2016, article 5 – Rapport de fin de travaux	Action corrective	6 mois
4	Surveillance qualité eaux souterraines	APC du 29/05/2015, article Article 5, 6, 8 et 9	Action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière hydraulique	APC du 29 mai 2015, article 3. Barrière hydraulique	Sans objet
2	Usage futur	APC du 29 mai 2015, article 2. Usage futur et délai de remise du mémoire de réhabilitation	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site est effective pour l'intégralité du site.

L'usage du site Eselacker a été fixé par arrêté préfectoral du 29 mai 2015, soit un usage industriel (cf. article 2). Un changement d'usage à l'initiative d'un maître d'ouvrage reste possible eu égard au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Kingersheim approuvé le 28 mars 2022 qui prévoit:

- en bordure de site (classes UE) : dominante d'activités économiques de type industriel, artisanale et commerciale, pouvant comporter des bureaux et des services, ainsi que des équipements et localement des logements ;
- en partie centrale (classe Nd) : les occupations et utilisations du sol nécessaires à l'installation et au fonctionnement d'une unité de production d'énergie électrique photovoltaïque ou d'une centrale thermique solaire, à condition d'être compatibles avec la nature du sol et du sous-sol.

Dans le cadre d'un aménagement futur du site, l'inspection rappelle que le porteur de projet devra se conformer aux dispositions des articles L.556-1 et 2 du code de l'environnement et à ce titre devra définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la

compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté. Le maître d'ouvrage, à l'initiative du changement d'usage fera attester de cette prise en compte par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, cette attestation sera jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Les travaux de confinement de surface et des eaux souterraines sont finalisés. L'interprétation de l'état des milieux de 2016 conclut sur la compatibilité avec les usages identifiés **hors site** sauf en ce qui concerne l'ingestion de poissons pêchés dans les étangs voisins.

Sur site, l'évaluation prédictive des niveaux de risques (rapport n°RESINE01841 du 24 octobre 2012) conclut que les risques sont considérés acceptables pour les travailleurs des bureaux et du hangar des sites industrialisés (Pillon, Loxam, Stone Factory), ceux de la zone extérieure du site Art Bati 68, ceux des bureaux et du hangar et l'habitant du logement de Michel SAS, les usagers de la ferme photovoltaïque.

En revanche, les niveaux de risques sanitaires sont considérés inacceptables pour :

- les adultes travaillant en zone extérieure (Pillon), hangar et bureau (ex-Gival ou Eurovia en 2016) ;
- adultes et enfants logeant dans la maison d'habitation et utilisant le jardin potager (Gival).

L'inspection prépare par ailleurs un nouvel arrêté complémentaire intégrant les modifications du réseau de surveillance des eaux souterraines.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Barrière hydraulique

Référence réglementaire : APC du 29 mai 2015, article 3. Barrière hydraulique
Thème(s) : Risques chroniques, Barrière hydraulique
Prescription contrôlée : Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant met en service la barrière hydraulique tel que défini dans le scénario 2 de l'étude « proposition pour la mise en place de la boucle hydraulique ». Cette barrière pourra être ultérieurement complétée par deux nouveaux puits de pompage et un nouveau puits de réinjection comme défini dans l'étude « propositions d'un programme de suivi de la qualité des eaux souterraines et de surveillance des installations de traitement » si le rendement et les quantités d'eaux pompées ne sont pas suffisantes pour permettre un confinement de l'ensemble du site.
Constats : La cessation d'activité est effective depuis 1969. Elle a été déclarée en préfecture en 1973. En 2024, l'emprise du site comprend (voir annexe 1) : une ferme photovoltaïque au centre, une zone d'étang au sud-ouest (Etang Michel), des parcelles industrialisées (Pillon, Stone Factory, Art Bati 68, Michel SAS), une ancienne parcelle industrialisée deux maisons d'habitation (ex-Gival). Aucun déchet ou produit n'est plus visible sur le site suite aux travaux menés en 2018. Un confinement de surface au droit de la décharge a été réalisé sur un mètre d'épaisseur pour recouvrir le massif de déchets. Le confinement des eaux souterraines résulte de la mise en place d'une barrière hydraulique pérenne constituée de 5 puits de pompage, de 2 puits de réinjection et d'une unité de traitement. Le site correspondant à l'emprise de la ferme photovoltaïque et à l'étang Michel sont intégralement clôturés. Un fossé drainant infiltrant a été réalisé en périphérie de la ferme photovoltaïque, au pied des remblais de la plateforme. Il est recouvert d'une végétation très basse et fleurie, tandis que la plateforme a été défrichée sur les trois quarts de la partie nord avec quelques zones embroussaillées. L'entretien du talus et de la zone dévolue à la ferme photovoltaïque est déléguée au propriétaire avec un engagement à ne pas déstructurer la plateforme couvrant le massif de déchets. L'inspection rappelle que l'entretien est à réaliser régulièrement pour empêcher l'enracinement et les atteintes aux géotextiles recouvrant la plateforme.

Les autres parcelles hébergeant des activités tertiaires et commerciales sont intégralement clôturées mais accessibles durant les heures ouvrables : au nord (Pilllon, Loxam, Stone Factory), au sud (Art Bati 68, ex-Gival et Michel SAS).

La barrière hydraulique a été mise en service le 23 août 2018. La station de traitement entièrement clôturée, se situe au nord-est de la ferme photovoltaïque. L'eau pompée dans les 8 puits de pompage dans la partie aval du site arrive à la station de traitement, passe dans un filtre à sable, puis dans deux filtres à charbon actif avant d'être réinjectée dans le réseau via le puits de réintroduction en amont du site vers l'étang Michel. Une des deux citernes de charbon actif présente des écoulements brunâtres en son sommet, probablement imputables à une fuite. Le réseau de traitement et de surveillance a été amélioré par l'intégration de nouveaux ouvrages dans la boucle hydraulique. M2A est responsable, en tant qu'ancien exploitant de la décharge, de la surveillance et de l'entretien de cette boucle hydraulique. M2A a prévu un rétro-lavage, envisagé avec une périodicité de 4 ans. Depuis 2023, M2A délègue la surveillance et le suivi au SIVOM Mulhouse Sud Alsace dans la cadre d'un marché. Un système d'alarme dans un container situé à l'avant de la station de traitement, complété par un passage de vérification sur le terrain une fois par mois permet de détecter les incidents en cas d'interruption du fonctionnement de la boucle hydraulique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : APC du 29 mai 2015, article 2. Usage futur et délai de remise du mémoire de réhabilitation

Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état, usage futur et mémoire de réhabilitation

Prescription contrôlée :

[...]

CONSIDERANT les consultations menées par la ville de Mulhouse et la ville de Kingersheim auprès des propriétaires du site pour un usage industriel du site de l'Eselacker,

CONSIDERANT l'accord ou l'absence d'observation de la part des propriétaires du site de l'Eselacker, dans un délai de 3 mois après consultation,

ARTICLE 2. Usage futur et délai de remise du mémoire de réhabilitation

A l'issue de la concertation prévue à l'article R.512-39-2, l'usage retenu pour le site est un usage industriel.

Le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement est remis dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

[...]

Constats :

Bien que l'usage du site Eselacker pour un usage industriel ait été fixé par arrêté préfectoral du 29 mai 2015 (Cf. article 2), par courrier du 24 décembre 2014, la M2A confirme à la mairie de Kingersheim son accord sur les zonages du PLU, soit pour le site Eselacker : UE3 activités non commerciales, logements interdits (hormis ceux existants), UE4 plateforme (dépôt ou tri de matériaux inertes), UE5 activités (industrielles, artisanales, commerciales), UE6 idem sans logement, Nd zone naturelle avec interdiction de construire hors installation solaire ou photovoltaïque. En date du 27 octobre 2016 l'inspection a été consultée sur le projet de ferme photovoltaïque dans le cadre de l'instruction du certificat d'urbanisme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire :

APC n°20103494 du 15 décembre 2010, article 2.1 – Objectifs du plan de gestion, APC du 22 décembre 2016, article 5 – Rapport de fin de travaux
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état, réalisation des travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC n°20103494 du 15 décembre 2010, Article 2.1 – Objectifs du plan de gestion Le plan de gestion doit rechercher :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage avéré et/ou envisagé du site, - une amélioration de la qualité des eaux à l'extérieur du site compatible, à terme, avec un usage « eau potable ». <p>APC du 22 décembre 2016, article 5 – Rapport de fin de travaux Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis dans un délai de 4 mois après la fin des remblaiements. Ce rapport comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse de risques résiduels réalisée conformément à l'annexe 3 de la note ministérielle du 8 février 2007, - la description des travaux et des moyens mis en œuvre, - une proposition d'un programme de surveillance des eaux souterraines et superficielles avec une justification des fréquences, du choix de l'emplacement et du nombre des piézomètres ainsi que des paramètres retenus, - un bilan des déchets produits et éliminés selon leur filière d'élimination, - un bilan des quantités de matériaux excavés sur le site, - un bilan des quantités et de l'origine des matériaux de remblaiement amenés sur le site, - une description de la remise en état du site (remblaiement, reboisement, comblement des puits non nécessaires à la surveillance, enlèvement des installations liées au chantier,...). <p>Constats :</p> <p>Deux procès-verbaux de récolement partiels établis par l'inspection ont permis d'acter la réhabilitation de certaines parcelles pour un usage principalement industriel en date du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 23 décembre 2020 : zone ND pour un usage industriel pour la ferme photovoltaïque (Cf. plan de l'annexe 2 : parcelles vertes). - 30 juin 2021 : zones UE3 pour un usage tertiaire et UE4 pour un usage industriel (Cf. plan de l'annexe 2 : parcelles bleues). <p>S'agissant des autres parcelles non encore récolées (Cf. parcelles orange du plan de l'annexe 3 et liste des parcelles en annexe 4), aucune compatibilité avec l'usage futur industriel n'a été prouvée. Les conclusions des premières évaluations quantitative des risques sanitaires (EQRS) doivent être revues. L'évaluation quantitative des risques réalisée en 2012 concluait à des risques inacceptables pour certaines parties de ces zones (cf. page 100 du rapport Rapport RESINE01841 du 24/10/2012). Les niveaux de risques sanitaires sont considérés supérieurs aux seuils inacceptables pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les adultes travaillant en zone extérieure (Pillon), hangar et bureau (ex-Gival ou Eurovia en 2016) ; - adultes et enfants logeant dans la maison d'habitation et utilisant le jardin potager (Gival). <p>Suivant la méthodologie relative aux sites et sols pollués, M2A a adressé à l'inspection des diagnostics environnementaux (sols, sédiments, eaux souterraines, eaux de surface, gaz du sol et air ambiant), calculs de risques sanitaires et suivi des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic complémentaire de pollution sur le sous-sol et l'air ambiant (n°RESINE00641 du 14 novembre 2012) ; - Évaluation quantitative des risques sanitaires (n°RESINE01841 du 24 octobre 2012) ; - Essai pilote et dimensionnement d'une boucle hydraulique (rapport n°RDMCNE00654-01 du 23 octobre 2014) ; - Plan de gestion, mise à jour (rapport n°CDSONE131640/RDMCNE00973 du 25 novembre 2015) ; - Interprétation de l'état des milieux (rapport n°RDSONE00518-02 du 26 janvier 2015) ; - Suivi des travaux de confinement de surface et réalisation de la barrière hydraulique définitive : <ul style="list-style-type: none"> o Analyses des risques résiduels : zone Nd ferme photovoltaïque (n°8 51 3572-ARR de

- mars 2019), zone UE (n°8 51 3572-ARR-R2V2 du 15 juillet 2019) ;
- Proposition d'établissement de servitudes d'utilité publique (n°8 51 3572-SUP du 15 juillet 2019).

A l'issue de l'inspection d'autres documents ont été transmis (suite à la réunion du 12 septembre 2024 à la mairie de Mulhouse) : Mise à jour du plan de gestion et éléments techniques pour la mise en place d'un confinement (rapport n° CDSONE131640 / RDMCNE00973-02 du 04/05/2016).

Travaux de confinement de surface et des eaux souterraines

Ils ont débuté par un re profilage avec les matériaux issus des merlons non pollués (hors hydrocarbures des enrobés) pour combler les dépressions. Une plateforme de 1 m d'épaisseur a permis d'intégrer les réseaux et les ouvrages de la barrière hydraulique, en matérialisant la séparation entre déchets et surface. Deux nappes de géotextile anti-poinçonnement (300 g/m²) ont été installées. En profondeur, elle renforce la structure du remblai sur la couverture de déchets, empêche l'interpénétration des deux milieux sans limiter la circulation des fluides puis recouverte de 0,8 m de matériaux inertes concassés ou recyclés. La seconde améliore les caractéristiques mécaniques de la plateforme, sert d'avertisseur visuel pour les travaux ultérieurs et est recouverte de 0,2 m de matériaux inertes concassés ou recyclés. Un drain périphérique permet de gérer les eaux du talus couvert par une couverture végétalisée. Le confinement des eaux souterraines par la barrière hydraulique provisoire de 2014 a été pérennisé le 23 août 2018 par l'unité de traitement sur dallage et clôturé, l'intégration de 6 piézomètres du réseau de surveillance de la nappe et des réseaux reliant les puits à l'unité.

Panaches de pollution

[...] Le confinement hydraulique des polluants révèle une efficacité partielle depuis la mise en service de la barrière hydraulique. En effet le panache global présente une extension persistante en partie Sud pour les Anilines, Chlorobenzènes et HCH (lindane). [...] Une autre extension se confirme en extrémité Nord de la barrière hydraulique, au droit de PZ15 (ouvrage implanté en juillet 2020) qui révèle un profil de pollution similaire aux piézomètres localisés sur site : teneurs élevées en benzène, chlorophénols, chlorobenzène, HCH et anilines [...]

Compatibilité de l'état des milieux avec les usages hors site

La zone étudiée recouvre 500 m autour du site, **y compris les anciennes parcelles cultivées sur 2 ha au centre-est du site dans l'actuelle ferme photovoltaïque (voir annexe 3 : section 21, parcelles n° 34, 36, 37, 38, 39, 40 et 202)**. Les usages hors site sont : résidentiels (est), tertiaires, industriels et commerciaux (nord, ouest), agricoles et forestiers (sud), plans d'eau (sud-ouest, 500 m à l'est).

En 2013, des prélèvements de poussières dans les premiers cm de sol ont été réalisés : **champs cultivés (y compris parcelles listées ci-dessus)**, zones résidentielles et tertiaires. De 2011 à 2014, la qualité des eaux souterraines a été suivie. En raison de la présence significative de polluants au droit du site (pesticides, aniline, BTEX, HAP, chlorophénols ou chlorobenzène), des restrictions d'usage de l'eau souterraine ont été établies et cet usage n'a pas été étudié. Trois campagnes de prélèvement d'air du sol ont été réalisées en 2014, ainsi que des mesures d'air ambiant :

- particuliers en limite aval, locaux commerciaux et industriels en intérieur ou en extérieur.

[...] Les résultats de l'interprétation de l'état des milieux mettent en évidence que l'état des milieux est compatible avec les usages identifiés hors site, sauf en ce qui concerne l'ingestion de poissons pêchés dans les étangs voisins de la décharge (étang Michel, Gravière Sud-Est et étang des Brochets).

Il est rappelé ici qu'il n'a pas été mis en évidence de lien entre les teneurs en PCBs dans les chairs des poissons et la contamination issue de la décharge du fait :

- de l'éloignement de l'étang des Brochets avec la décharge ;

- de l'absence de voie de transfert, puisque les PCBs n'ont pas été mis en évidence dans les eaux souterraines en aval de la décharge lors des différentes campagnes de suivi de la qualité des eaux (ces composés sont par ailleurs très peu mobiles car classiquement adsorbés sur les particules fines de sol).

Aucune autre mesure de gestion spécifique n'est donc à prévoir vis-à-vis de la décharge. [...]

Quantification des risques sanitaires (EQRS) sur site

L'évaluation de 2012 a quantifié les risques sur la santé humaine, engendrés par la pollution en sous-sol (air du sol, sol et nappe) selon deux types d'aménagements : usages au droit des 7 sites industrialisés en 2012 (en 2024 : Pillon, Loxam, Stone Factory, Art Bati 68, ex-Gival et Michel SAS) et des usages futurs pour la zone en friche (parc public, site industriel et zone tertiaire).

L'analyse de 2012 (appliquée aux usages de 2024) évalue les niveaux de risques inférieurs aux seuils inacceptables pour les travailleurs des bureaux et du hangar des sites industrialisés (Pillon, Loxam, Stone Factory), ceux de la zone extérieure du site Art Bati 68, ceux des bureaux et du hangar et l'habitant du logement de Michel SAS, les usagers de la ferme photovoltaïque.

En revanche, les niveaux de risques sont estimés inacceptables avec les hypothèses constructives retenues en 2012 pour les résidents (adultes et enfants) de la maison d'habitation de Gival et pour les travailleurs du futur site industriel ou tertiaire de la friche. Toute modification de l'usage du site, du projet de réaménagement, des hypothèses constructives retenues et/ou du projet de terrassement entraînera une révision de ces conclusions.

Les analyses de risques résiduels transmises (zone Nd ferme photovoltaïque (n°8 51 3572-ARR de mars 2019), zone UE (n°8 51 3572-ARR-R2V2 du 15 juillet 2019) ne concernent pas ces parcelles.

Sur ces parcelles les conclusions diffèrent selon les rapports transmis et ne permettent pas de conclure quant à la compatibilité des parcelles avec leurs usages.

Mise à jour du plan de gestion de 2016

Sur les autres parcelles du site occupées par des entreprises en activité et/ou par des habitations elle indique la présence d'une couche de matériaux de couverture, de dalle ou d'enrobé autour des bâtiments. Le rapport précise : [...] « **Le massif de déchets reste donc confiné et les calculs de risques sanitaires ont montré que la compatibilité des terrains avec les usages actuels et prévus est avérée sur toutes les zones extérieures. La situation doit être toutefois pérennisée par la mise en place de restrictions d'usage ou de servitudes** » [...]. Cette conclusion apparaît en contradiction avec les conclusions des l'EQRS précitée.

Par ailleurs, en cas de dégradation du confinement, si la compatibilité sanitaire n'est plus assurée, le rapport suggère l'extraction de la source contaminée, le traitement hors site et remblaiement par matériaux sains, la mise en place de mesures compensatoires pour rétablir la compatibilité avec l'usage (ventilation, confinement de surface en extérieur) ou le réaménagement du site. Sur la parcelle GIVAL, compte tenu de l'usage d'habitation du site, le rapport recommande la réfection de la chaussée et le modelage des terrains pour évacuer les eaux pluviales via le réseau existant.

Mise en place de servitudes d'utilité publique (SUP)

M2A propose d'établir des SUP pour acter la limitation administrative du droit de propriété et d'usage du sol, du sous-sol ou des nappes phréatiques, par arrêté préfectoral sur le site de l'Eselacker. Les SUP s'imposent aux propriétaires des terrains concernés et aux autorités locales lors de l'élaboration des documents d'urbanisme. Les préconisations sont les suivantes :

[...] *Dispositions constructives pour l'ensemble du site :*

- *Interdiction de recouvrement des sols au droit des ouvrages de drainage des eaux (tranchées drainantes, drains périphériques) ;*
- *Interdiction de creuser à une profondeur supérieure à 0,80 m sauf à proximité des réseaux / drains périphériques (profondeur restreinte à 0,60 m) ;*
- *Présence des réseaux de la barrière hydraulique en bordure de plateforme (chambres de tirage, tampons de curage, chambres de puits repérables en surface) : se reporter aux servitudes en zones UE3 Nord et Nd ;*
- *Cultures ornementales (type herbacées) tolérées : ne pas porter atteinte au géotextile séparant les déchets du confinement (à 1 m de profondeur en moyenne) ;*
- *Gestion des eaux par infiltration : maintien des ouvrages recommandé ;*
- *Adduction d'eau potable sur un lit de pose en matériaux d'apport sains extérieur au site. Mise en place de canalisations AEP en matériaux anti-contaminants (fonte, PEHD anticontamination, etc.) ;*
- *Mise en place de fondations spéciales : pieux battus uniquement (évitant de mettre à jour des déchets).*

Dispositions constructives zones UE6 nord et zone Nd :

- *Interdiction de recouvrement des sols au droit des ouvrages de rainage des eaux (tranchées drainantes, drains périphériques) notamment le long de la limite Nd/UE6 Nord, la limite*

<p><i>Nd/UE3 Sud et Nd/UE4 ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Présence des réseaux de la barrière hydraulique en bordure de plateforme côté Richwiller et des émergences associées (chambres de tirage, tampons de curage, chambres de puits repérables en surface) ;</i> • <i>Interdiction de creuser sous le géotextile avertisseur blanc localisé entre 50 cm et 70 cm de profondeur ;</i> • <i>Servitude d'accès et de protection des ouvrages de surveillance environnementale et de la barrière hydraulique (puits, piézomètres, unité de traitement) ;</i> • <i>Exclusion des ouvrages de la barrière hydraulique (puits, piézomètres) de l'emprise de futurs bâtiments.</i> <p><i>Pour cette même zone, dispositions « environnement, hygiène et sécurité » :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Présence d'ouvrages (puits, piézomètres, unité de traitement) protégés par des regards et des chambres appropriés : vigilance demandée pour le maintien en état lors de travaux ;</i> • <i>Maintien d'un droit d'accès aux ouvrages de surveillance du site tant que s'imposeront les prescriptions de l'arrêté préfectoral, et en cas de destruction, remplacement par des ouvrages aux caractéristiques techniques et à la localisation équivalentes. [...]</i> <p><i>Néanmoins, le projet de SUP transmis ne concerne qu'une partie du site Eselacker et doit être mis à jour.</i></p>
<p>Demande de compléments d'information :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de prouver la compatibilité des zones non récolées à ce stade (en 2024 : Pillon, Loxam, Stone Factory, Art Bati 68, ex-Gival et Michel SAS) avec leurs usages. L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son dossier visant à proposer la mise en place de SUP.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Surveillance qualité eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : APC du 29/05/2015, article Article 5, 6, 8 et 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines et auto-surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5. Surveillance de l'efficacité du confinement hydraulique Dès la notification du présent arrêté, des analyses seront effectuées selon les modalités définies à l'article 6, sur le réseau défini ci-dessous. [...]</p> <p>Article 6. Suivi de la qualité des eaux souterraines Dès la notification du présent arrêté, des analyses seront effectuées selon les modalités définies à l'article 6, sur le réseau défini ci-dessous. [...]</p> <p>Article 8. Transmission de l'autosurveillance L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats des contrôles prescrits, obligatoirement accompagnés de commentaires, pour le mois n avant le 25 du mois n + 1 .</p> <p>Article 9. Modification Toute modification apportée par le demandeur, ou portée à sa connaissance du fait d'un tiers, au programme de travaux et de surveillance de nature à entraîner un changement des prescriptions prévues dans le présent arrêté, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. Ces modifications concernent notamment la définition du PLU, l'implantation de réseau souterrain, les affouillements de sols, la surveillance des eaux souterraines, les projets</p>

d'aménagements qui pourraient être envisagés.
<p>Constats :</p> <p>En application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 29 mai 2015, en 2019 l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées les modifications du réseau de surveillance des eaux souterraines listées ci-dessous (« Note de préconisations pour le suivi de l'efficacité du confinement hydraulique », rapport n°8 51 3572 de mai 2019 et) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajout de 4 piézomètres (Pz15, Pz16, Pz17, Pz18), suppression de R1bis, suivi de la qualité des 5 puits de pompage (semestriel) ; - fréquence de suivi en semestriel (Pz206, Pz12, Pz6 et Etang Michel) ; - programme analytique : Suppression des PCB, Suppression de tous les Pesticides Organo-Chlorés (POC) en ne maintenant que les HCH, le chloronaphtalène (2 isomères) et les Tétrachlorobenzènes (somme). <p>En 2022, le réseau de suivi a de nouveau été renforcé. Au final, cinq piézomètres supplémentaires et trois nouveaux puits de pompage (P6, P7, P8) ont été intégrés au réseau de la boucle hydraulique.</p> <p>Le débit cumulé mesuré dans la boucle hydraulique est de 1 m³/h, alors que le débit théorique optimisé par modélisation était estimé dans l'étude préalable à la mise en place de la boucle hydraulique en 2014 à : 8,8 m³/h pour la période de basses eaux, 14,1 m³/h pour les moyennes eaux et 25 m³/h pour les hautes eaux (Rapport n°RDMCNE00654-01, « Ancienne décharge de l'Eselacker Kingersheim (68), Essai pilote et dimensionnement d'une boucle hydraulique », 23 septembre 2014). La différence entre débit mesuré et débit théorique résulte probablement d'une baisse du niveau de la nappe et d'une erreur de dimensionnement.</p> <p>La M2A a délégué le suivi de la boucle hydraulique au SIVOM Mulhouse Sud Alsace. Les rapports de suivi ne sont plus portés à la connaissance de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées rédigera un nouvel arrêté intégrant les modifications du réseau de surveillance des eaux souterraines mentionné ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les résultats de surveillance de la qualité des eaux souterraines au titre de la réglementation des Installations classées dans l'application web GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) selon les fréquences de suivi définies dans les arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires du 29 mai 2015 pour la période 2015-2024 et le nouvel arrêté proposé pour les résultats futurs, accompagnés des commentaires relatifs à des évolutions haussières éventuelle des concentrations et une dérive du panache de pollution, ainsi que les mesures mises en place ou projetées pour y remédier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 6 mois